

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT
Un an 6 mois 3 mois
Suisse Fr. 20 10 50 5 50
Union postale..... » 36 18 50 9 50
Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Nyon, Châtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre (avec le commencement du feuilleton) aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE. 3 décembre 1891.

Le rachat des chemins de fer.

L'exploitation des chemins de fer suisses est-elle si déficiente qu'on le dit et l'Etat nous en procurerait-il une meilleure ?

Pour ce qui concerne le public voyageur, la marche et la fréquence des trains peuvent soutenir la comparaison avec ce qui se fait ailleurs. Les taxes sont en rapport avec les capitaux considérables qui ont été consacrés à vaincre les difficultés de la construction, infiniment plus grandes qu'en aucun autre pays d'Europe. Si nos trains ne sont pas aussi rapides, cela tient à la configuration topographique du pays qui nécessite des fortes pentes et des courbes à petit rayon dont la plupart des lignes étrangères sont exemptes. Cela provient aussi de ce que nos petites villes entendent être aussi bien servies que les centres plus importants. Le canton de Zoug n'a-t-il pas récemment protesté contre les trains-clairs du Gothard ? Et est-il dans l'intérêt bien entendu d'un petit pays dont la plus fructueuse industrie consiste à attirer et à retenir les étrangers de multiplier à travers son territoire des trains si rapides que le touriste le traverse en quelques heures ?

Les chemins de fer ont spontanément introduit des facilités et des agréments de transport qui, ailleurs, sont, si non inconnues, du moins accessibles dans une moindre mesure : le chauffage des voitures de troisième classe, l'introduction des troisième classes dans les express, les taxes réduites pour abonnements, les billets collectifs pour sociétés et écoles, etc. L'expédition directe d'un point quelconque du pays à l'autre n'existe, aussi perfectionnée et aussi étendue, dans aucun autre pays à nous connu. Il n'est pas probable que l'exploitation par l'Etat eût donné de meilleurs résultats, si on considère que les frais de construction eussent certainement entraîné des déficits chroniques. La Confédération n'a exploité jusqu'ici qu'un seul service de transports de voyageurs, celui des voitures postales ; elle n'y prodigue au public ni les agréments, ni le confort, ni les réductions de taxes.

Le commerce reproche aux compagnies les règlements trop élastiques, les délais de livraison trop longs, les réponses trop lentes aux réclamations, l'instabilité et la cherté des tarifs.

Les règlements de transport sont tous soumis à l'approbation du Conseil fédéral et quant à la responsabilité des compagnies, c'est une loi fédérale qui en fixe toutes les conséquences. L'action de l'Etat est donc ici déjà complète et le rachat n'y changerait guère s'il en faut juger d'après l'administration fédérale des postes qui jusqu'à présent s'est obstinée à refuser à subir en matière de responsabilité le droit qu'elle impose aux entreprises de transport privées. Et quant aux transports internationaux, la Confédération s'y est intéressée activement et efficacement, sans qu'elle fût en possession d'aucune ligne.

Les délais de livraison dans le trafic interne

FEUILLETON DE LA GAZETTE

AMOUR DE JEUNE FILLE

par M^{me} E. CARO

— Il ne m'aimait guère pourtant et me traitait brutalement.

— Ce n'est pas le moment de l'en souvenir, reprit Lise émue, sans pour lui demander pardon des chagrins que tu lui as fait. Quand je songe combien j'aurais pu l'aimer d'avantage, le rendre plus heureux, tout mon cœur se fonde en larmes.

— Elle éclata tout à coup en une pleure digne pas. — Tu vas te rendre malade, ne pleure donc pas ainsi... Est-ce raisonnable ? Le passé est passé... Qu'est-ce que ça peut lui faire maintenant ?

— Je n'en ai pas ! Je n'en ai pas ! Tout son être surexcité et tendu s'abandonnait maintenant ; son esprit était déchiré par des regrets, des remords, les infinies et multiples tortures que s'infligent les âmes tendues devant la mort de ceux qu'ils ont aimés.

Arthur marchait à travers la chambre. — Lise, allume une bougie ; c'est lugubre tout ce noir dont nous sommes enveloppés... On dirait qu'on tombe... Et puis, sais-tu ?... Il me semble que j'ai faim... On a beau avoir du chagrin, cela ne nourrit pas.

Lise releva son visage meurtri de larmes. — C'est vrai, je l'oubliais... Descendons, nous trouverons bien quelque chose.

— Non... Veux-tu être gentille ? Va me chercher n'importe quoi... une croûte de pain et un verre de vin... J'aime mieux ne pas passer devant cette chambre.

Elle n'insista pas, étonnée de cette pusillanimité, trop douce pour en faire un reproche. Bientôt elle rap-

pouraient difficilement être abrégés. Et pour le trafic international, il n'est pas démontré que la Confédération puisse obtenir plus et mieux que nos compagnies privées. Il n'est de même pour une plus rapide procédure en matière de réclamations ; ici les récentes conventions internationales, conclues sous les auspices de la Confédération, apporteront, au surplus, d'utiles réformes.

La matière des tarifs est complexe. S'ils n'ont pas chez nous la stabilité voulue, ce n'est pas le fait des compagnies suisses existantes. L'instabilité provient soit de la création incessante de lignes nouvelles, en Suisse comme à l'étranger, soit de la concurrence féroce que se font les lignes qui relient les grands ports de commerce à l'intérieur du continent. Ce sont là des phénomènes économiques que la Confédération devrait subir aussi bien et au même degré que les compagnies.

Reprochera-t-on aux compagnies les réductions accordées au transit ? Elles sont commandées par la concurrence des lignes qui traversent les pays qui nous environnent et ne causent au commerce national aucun préjudice. Sur ce point encore, le rachat ne changerait rien : ou bien la Confédération cherchera à attirer le transit sur ses lignes en accordant des réductions, ou bien elle y renoncera sans aucun bénéfice pour le pays. Quant à appliquer les tarifs de transit au trafic interne, il ne peut pas en être question, pas plus de la part de la Confédération que des compagnies.

La réduction des tarifs est le grand appât que l'on montre au public pour l'amener à consentir au rachat. On nous la donne pour certaine, au point qu'elle équilibrerait ou atténuerait l'effet des droits de douane que l'étranger oppose à l'entrée des marchandises suisses. — L'esprit fiscal très prononcé qui règne au Palais fédéral ne permet pas d'admettre, sans ultérieure garantie, que l'on s'empressera à Berne de consentir à des expériences aventureuses sur les taxes. L'histoire des postes, des télégraphes, des téléphones nous prouve le contraire. Et quant à compenser par des abaissements de prix l'effet du protectionnisme sur nos exportations, il n'y faut pas songer sérieusement : les parcours sont de peu d'importance en Suisse, le pays étant petit et les grands centres industriels relativement rapprochés des frontières.

Il faut, dans ce domaine des tarifs, se tenir en garde contre les utopies et les déceptions. En tout état de cause il ne faudrait pas que la Confédération achetât les lignes au prix du Central, car la marge insuffisante que lui procurerait le produit de la ligne ne lui permettrait pas de consentir à de sérieuses réductions sans compromettre son budget.

On fait valoir d'autres arguments encore en faveur du rachat : les économies à réaliser sur l'exploitation, le renchérissement des réseaux à mesure qu'on retarde l'opération, l'indépendance du pays vis-à-vis des financiers étrangers, les nécessités de la défense nationale.

Sans doute, une exploitation centralisée permettrait sur certains points des économies, en particulier dans le service du contrôle et de l'économie. Mais qui nous garantit que ces économies ne seront pas d'autre part compromises par des imprudences administratives ? La seule garantie est dans une direction prudente et capable. Ce qui se passe actuellement sur le réseau du Jura-Simplon le prouve surabondamment.

Quant à l'argument tiré du renchérissement

porta un bol de bouillon et quelque viande froide.

Arthur s'était mis au lit.

— Ne me quitte pas, petite sœur ; quand tu n'es pas là, il me vient des idées affreuses... Et surtout laisse la bougie allumée.

Lise resta près de lui jusqu'à ce qu'il fut endormi ; elle descendit alors prendre part à la veillée funèbre avec sa mère et quelques voisines qui se succédaient, moitié par devoir pieux de charité, moitié par curiosité indiscrette.

Les funérailles réunirent un cortège relativement considérable. M. Dauby était un enfant du pays, il avait des relations d'affaires avec beaucoup de gens, et avait rempli pendant de longues années ses modestes fonctions avec une admirable exactitude ; les autorités jugèrent à propos de lui donner un témoignage public d'estime en assistant à ses obsèques ; le maire et les adjoints s'y trouvaient ; le sous-préfet même parut un instant. Arthur conduisait le deuil. Il se fit remarquer par la dignité élégante de sa tenue et la convenance de son attitude. Il eut tout le succès de la journée.

— Quel joli homme, ce fils Dauby !
— Ou diable a-t-il pris ces manières du grand monsieur ?
— Comme il est pâle... On voit qu'il a beaucoup pleuré, le pauvre !
— Que fait-il ? Le père ne laisse pas de fortune.

On s'inquiéta de sa personne, pendant cette seule matinée, plus qu'on ne l'avait fait depuis sa naissance. Il avait la sensation de cette bienveillance éparse autour de lui et en était fier. Les premiers rôles plaçaient à sa vanité ; il se trouvait à l'aise, en tête de ce cortège, et son importance momentanée lui causait un orgueil, de quelque manière que ce soit. Quand, la cérémonie religieuse achevée, il se trouva au bas de l'église en face de sa mère et de sa sœur défilantes, brisées de sanglots, et qu'il dut assister au long défilé des assistants, recevoir la poignée de main des gros

progressif des lignes, il est tout spécieux. Si dans dix ou vingt ans, on devait payer les lignes plus cher qu'aujourd'hui, et à supposer que la nécessité du rachat fût alors plus impérieuse qu'aujourd'hui, cela voudrait dire seulement que leur valeur aurait augmenté et partant aussi leur rendement. En sorte qu'il ne résulterait de l'ajournement aucun préjudice pour l'Etat. C'est du simple bon sens.

Il y a danger, dit-on, à ce que les actions de chemins de fer suisses soient entre les mains de l'étranger. Et on nous montre à ce propos M. Goldberger accapant nos valeurs et en remplissant les coffres-forts des banques privées de Berlin. Sans doute, il y a trop d'actions de chemins de fer suisses entre les mains des spéculateurs. Mais à qui la faute ? N'est-ce pas aux hommes qui ont acclimaté ces oiseaux de proie dans le pays, qui les ont accredités officiellement, qui les ont introduits au Palais fédéral, qui leur ont fourni une première pâture en leur livrant la compagnie de la S.-O.-S. et qui aujourd'hui crient vengeance parce que, mis en appétit, ils se sont abattus ensuite sur le Central ? A qui la faute, sinon aux hommes qui, placés à la tête de nos administrations de chemins de fer comme l'étaient certains administrateurs de la S.-O.-S., n'ont cessé de discréditer les réseaux confiés à leurs soins et, spéculant à la baisse, ont poussé les actionnaires sérieux du pays à se défaire de leurs titres ? On a créé le danger pour s'en servir ensuite.

Encore ne faut-il rien exagérer. Ainsi, on parle du cas de guerre et de l'avantage qu'aurait alors la Confédération à posséder elle-même le réseau suisse. Mais qu'elle le possède ou non, il existe une loi aux termes de laquelle le premier coup de clairon sera le signal d'une remise complète de l'exploitation de tous les chemins de fer suisses aux mains de l'état-major fédéral. Et s'il y a des constructions spéciales à faire dans les gares, pour l'embarquement ou le débarquement des troupes et de leur matériel, rien n'empêche la Confédération de les entreprendre dès aujourd'hui. Elle les paiera, mais si les chemins de fer étaient à elle, elle les paierait tout de même.

Il faut d'ailleurs ignorer la législation fédérale pour prétendre que la Confédération est désarmée vis-à-vis des compagnies.

C'est la Confédération qui octroie ou refuse les concessions et en fixe les clauses ; elle approuve ou modifie les statuts des compagnies, l'achat et la vente des lignes et les fusions ; elle fixe dans les cahiers des charges la fréquence des trains et le maximum des taxes ; elle contrôle les comptabilités et en détermine les règles, elle approuve ou corrige les comptes annuels, elle examine tous les plans et surveille leur exécution, elle promulgue des ordonnances et des règlements sur tous les détails du service, sur la police des trains, sur l'unité technique, sur les signaux, les horaires, les changements de tarifs, les jonctions techniques et commerciales avec les réseaux voisins, etc., etc.

En fait, le contrôle fédéral s'étend à tout et les compagnies qu'on dit autonomes et indépendantes n'ont plus qu'une seule compétence, celle de se refuser aux constructions de lignes nouvelles ou aux réductions de tarifs non prévues par leurs concessions. Et cela est si vrai qu'il est des compétences dont la Confédération n'a pas encore fait usage ou qu'elle pourrait étendre plus encore par une simple révision de la loi. Ainsi il suffirait d'un acte de sa

personnages, entendre de banales condoléances où il croyait voir les marques d'un intérêt tout personnel, il ressentait un chatouillement d'amour-propre qui ressemblait à de la satisfaction. Il en parlait encore le soir, dans la salle basse, à sa mère, à sa sœur, qui répondaient à peine, étendues et tristes, seulement par phrases courtes, décolorées. De temps en temps, un silence se faisait. Arthur alors devenait soucieux.

— Il y a des formalités indispensables qu'il faudra remplir, dit-il après un de ces silences, relativement au testament ?

— Quel testament ?

— Celui de mon père, naturellement. Il n'était pas homme à partir sans avoir mis ordre à ses affaires... Il faudra de toute nécessité un inventaire.

— Ne t'occupe pas de tout cela, reprit madame Dauby avec un peu d'impatience... Ton pauvre père avait, en effet, tout prévu, et depuis bien des années, nous nous sommes fait donation mutuelle de tout.

— Nous sommes déshérités alors ?

— Qu'appelles-tu « déshérités » ? Tout notre bien nous appartient, à ta sœur et à toi, après ma mort.

— En attendant, nous n'avons rien ! On nous a frustrés. Je reconnais là toute la sollicitude dont on m'a donné tant de preuves... et le parti-pris de me tenir dans une misère honteuse et sordide.

— Te figures-tu que nous soyons riches ?

— Riches ou non, s'écria-t-il avec emportement, il faudra pourtant bien qu'on s'arrange pour payer mes dettes.

— Quelles dettes ?... Comment as-tu fait des dettes ?

— C'est vraiment difficile à imaginer... on ne me donnait jamais d'argent.

— Ou l'aurait-on pris, l'argent ? Nous n'en avions pas.

— Eh bien ! quand on est pauvre on n'a pas d'en-

volonté pour empêcher les compagnies de laisser entrer dans leurs conseils d'administration ces financiers étrangers dont on parle tant depuis la dernière assemblée du Central. Elle le pourrait pour toutes sauf pour une, la compagnie du Gothard, dans laquelle l'Allemagne et l'Italie ont un droit de représentation qui leur est garanti par des traités au pied desquels la Confédération a mis sa signature et auxquels le rachat ne pourrait rien changer !

Tout récemment encore une conférence siégeait à Berne, sous la présidence de M. Welter, pour arrêter des mesures nouvelles à prendre en vue d'augmenter la sécurité de la circulation, et la commission du budget du Conseil national propose d'inviter le Conseil fédéral à réviser la loi de 1872. C'est donc que l'action publique sur les compagnies n'a pas donné encore tout ce qu'elle pouvait et que mainte réforme utile pourrait être réalisée sans le rachat.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier)

Paris, 2 décembre.

Le gouvernement et l'épiscopat. — L'incident de Bayonne. — Succès de M. Etienne à la Chambre. — Cinquante mille francs aux mineurs de Montlieux.

La question des grèves minières, d'un intérêt plus immédiat, se trouvant maintenant réglée par l'arbitrage, c'est sur l'attitude du clergé et sur la politique du gouvernement en matière religieuse que se reportent les préoccupations du monde parlementaire. Les occasions de traiter ce sujet ne manqueront pas. Sans parler de l'interpellation de M. Dide, au Sénat, plusieurs autres ont été annoncées à la Chambre. En outre, M. Labrousse, député de la Corrèze, se propose de reproduire une proposition ancienne, à propos du débat sur le budget des cultes, pour inviter le gouvernement à ne plus repousser de titulaires les sièges épiscopaux non concordataires qui deviendraient vacants.

Que ce soit à l'occasion du budget des cultes, ou pour toute autre raison qu'il se produise, on sent qu'un débat d'ensemble sur la question religieuse est devenu inévitable. Autant on pouvait naguère trouver inopportune l'initiative annoncée par M. Dide, à un moment où cette éternelle source de disputes sommeillait et où il était préférable de ne pas la réveiller, autant il y a de raisons, depuis tout le tapage que le parti clérical a fait autour de l'affaire Gouthé-Soulard, pour provoquer un échange d'explications qui puisse clore, au moins momentanément, les polémiques.

Il vient d'ailleurs de se passer un fait qui ranime toutes ces querelles. Il est vrai que l'Univers a démenti le récit qui se trouve dans la plupart des journaux républicains. Il faut donc faire tout au moins quelques réserves sur son exactitude, mais que le fait soit authentique, ou qu'il ait été exagéré, cela revient à peu près au même pour la question qui nous occupe, puisque l'effet a toujours été de remettre en discussion l'attitude des évêques à l'égard du pouvoir civil.

Voici donc ce qu'on a raconté. Un prédicateur jésuite ayant, dans un sermon de l'Avent, déclaré que le pape approuvait l'archevêque d'Aix et blâmait les évêques qui n'avaient pas adhéré à sa réponse au ministre des cultes, Mgr Jaffret, évêque de Bayonne, l'aurait interrompu pour lui donner un démenti, en l'invitant en termes assez vifs à ne pas mêler de

fants !... Voilà !... C'est plus honnête...

— Malheureux !... Attends au moins que ton père soit refroidi dans sa tombe.

— Ah ! du mélodrame... des phrases à effet... Cela ne pouvait manquer... Si vous croyez que je me paierai de cette monnaie-là !

Il secoua la tête avec menace et se dirigea vers la porte.

— Arthur !... ne nous quitte pas ainsi, supplia Lise navrée.

— Laisse-moi tranquille, toi !... Qu'on me donne la paix... Ça ne coûte pas cher.

Il sortit, laissant sa mère et sa sœur atterrées. La révélation des dettes d'Arthur consternait madame Dauby presque à l'égal de sa cynique brutalité. Contrainte depuis qu'elle existait à la plus pénible, la plus stricte économie, elle avait conçu une sorte de respect quasi-religieux pour l'argent, l'instrument sacré de la vie.

— Des dettes !... disait-elle à sa fille. Est-ce que ton père ou moi, nous en avons jamais eu pour un sou ! C'est pourtant bien simple de ne pas dépenser plus qu'on n'a.

— Cependant, quand on n'a rien, ou si peu que rien ?

— On se prive, alors... On s'impose une vie dure, comme nous l'avons fait, sans nous plaindre, le pauvre Charles et moi... afin que vous soyez plus heureux que nous, et non pas pour que le fruit de nos peines soit dissipé et jeté par les fenêtres en fantaisies ou en ribotes.

Finalement, les dettes, qui se montaient à quelques centaines de francs, furent payées. Arthur n'en témoigna ni contentement, ni reconnaissance. Il s'y attendait et accepta cette liquidation avec une hantise indifférente, et n'épargna même pas quelques réflexions piquantes sur l'amer déplaisir que madame Dauby ne pouvait cacher.

Cependant, il s'était remis à travailler avec plus de zèle qu'il n'en avait jamais montré. Son patron se louait de lui, M. Werner aussi ; à la fin de l'été, il fut

politique à ses discours. On ajoutait qu'à la suite de cet incident le père jésuite avait brusquement quitté Bayonne.

Mgr Jaffret était connu déjà pour ses sentiments républicains, et vous comprenez facilement quel accueil a rencontré dans la presse républicaine la nouvelle qu'un évêque se serait séparé de la majorité du haut clergé de France dans l'appréciation des démêlés de Mgr Gouthé-Soulard avec le gouvernement. On a trouvé une certaine cranerie dans cette manière de fermer la bouche à un jésuite, qui ne faisait que répéter ce qui est un article de foi pour tout le parti clérical. Ce que j'ai dit plus haut montre toutefois qu'il faut attendre encore une confirmation des faits avant de se laisser emporter par cet enthousiasme (1).

A la Chambre, M. Etienne a remporté hier un vif succès dans sa réponse aux attaques de l'opposition sur la politique coloniale. S'il n'a pas désarmé ses adversaires, il a du moins établi que les résultats à attendre du Tonkin ne peuvent s'apprécier encore, après une occupation de quelques années. Son discours, très étudié, et contenant un historique complet de la colonisation en Asie et en Afrique, a obtenu à plusieurs reprises les applaudissements de la Chambre entière, dont il était admirablement calculé pour exciter le sentiment patriotique, par les éloges prodigués aux troupes qui ont combattu sous le drapeau français dans ces pays lointains.

Ce succès de tribune, si complet soit-il, n'empêchera cependant pas l'opposition de demander la réduction de la plupart des crédits. M. Camille Pelletan a déjà déposé un amendement pour retrancher cent mille francs à celui qui est affecté aux dépenses dans le Soudan.

Avant de reprendre le débat sur les colonies, la Chambre avait adopté, à l'unanimité moins une seule voix, une subvention de 50,000 francs pour les mineurs de Montlieux. Il s'agit de cet essai d'exploitation par les ouvriers, qui ne donne que d'assez maigres résultats. La proposition de subvention, faite par M. Basly, aurait, dans toute autre circonstance, rencontré un appui moins général. Le vote d'hier est une conséquence évidente de la satisfaction que chacun a ressentie après l'heureux dénouement de la grève du Pas-de-Calais.

Paris, 2 décembre.

M. Hubbard, député radical de Seine-et-Oise écrit à M. Fallières :

Paris, 2 décembre.

Monsieur le ministre des cultes,
J'ai l'honneur de vous adresser communication de la demande d'interpellation que je viens de remettre entre les mains de M. le président de la Chambre.

« Nous demandons à interpellier le ministre des cultes sur les récentes manifestations ultramontaines des évêques de France, et spécialement sur la lettre pastorale de M. l'archevêque de Bordeaux.

« Gustave HUBBARD, RICARD (Côte-d'Or).
Je vous serais obligé, monsieur le ministre, de vouloir bien, à la prochaine séance de la Chambre, me faire savoir à quelle date le gouvernement proposerait de fixer la discussion de cette interpellation.

« Gustave HUBBARD.
M. Hubbard, se propose d'inviter le gouvernement à prévenir le Vatican que le concordat sera dénoncé à date fixe, dans un an par exemple.

Il complètera la motion en invitant le gouvernement à présenter et faire voter, durant cet intervalle, les lois préparatoires à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est-à-dire une loi sur les associations et une loi sur la police des cultes.

(1) Une dépêche de Mgr Jaffret taxe d'ineptie le récit de l'Avenir de Bayonne.

reçu bachelier et annonça aussitôt son intention de faire son droit à Paris. Madame Dauby jeta les hauts cris. Faire son droit !... une carrière de rentier... de fils de famille... Et à Paris ! Pourquoi pas à Lille, une faculté toute voisine ? Comment pensait-il qu'on pût le soutenir à Paris, quand on avait à peine de quoi vivre en province ? Arthur, sans s'émouvoir, exhiba une lettre où son ancien ami, Arsène Lassagne, lui annonçait qu'il avait trouvé pour lui une place de maître d'études dans un pensionnat du quartier Latin.

— Lassagne !... Tu es en correspondance avec ce mauvais drôle !

— Fort heureusement pour moi. Ce « mauvais drôle », comme il vous plaît de l'appeler a une bonne position à Paris, dans une maison de commerce ; il se tire parfaitement d'affaire et je ferai comme lui.

Tous ces arrangements troublaient singulièrement Mme Dauby et sa fille. On consulta M. Werner, qui prit des renseignements. La pension Wautrey était bien connue, bien achalandée, et l'offre était sérieuse. On avait besoin d'un sous-maître parlant bien l'anglais et l'allemand. Arthur avait une rare aptitude pour les langues étrangères ; il était tout à fait en état de remplir le rôle qu'on lui destinait.

Il devait être défrayé de tout et gagner six cents francs par an ; on lui garantirait plusieurs heures de liberté chaque jour pour suivre les cours de la Faculté de droit. Il dut même se rendre immédiatement à Paris, bien que l'on touchât aux vacances ; la pension Wautrey gardait, en effet, un certain nombre d'élèves qui se préparaient aux examens d'octobre, et Arthur devait faire son apprentissage sur cette petite phalange des refusés de juillet et de quelques pensionnaires exotiques dont les parents résidaient à l'étranger.

On prépara le trousseau à la hâte et moins de quinze jours plus tard, Arthur Dauby quitta d'un cœur sec sa mère et sa sœur et se lança dans la grande route libre qui mène à la fortune. C'était, du moins,

Lettre de Berlin.

(De notre correspondant particulier.)

Berlin, 1^{er} décembre 1891.

La grande discussion sur le budget. — Une situation singulière. — La troisième journée. — Discours de M. Richter. — Réponse équivoque du chancelier.

B. — Il y avait longtemps qu'un débat politique de si haute importance ne s'était déroulé devant le Reichstag. Cette assemblée a un pouvoir surtout négatif. On ne peut pas faire une loi sans elle. Mais ses votes glissent sur le derme du gouvernement comme la grenaille sur le dos d'un éléphant, et une mesure votée par elle seule est sans portée, tant qu'elle n'a pas l'adhésion du Bundesrath, délégation des souverains confédérés.

Le Reichstag a eu le temps de comprendre cette situation et de s'y plier. Pendant de longues semaines, ses séances sont remplies par la minutieuse mais maussade discussion des textes législatifs proposés par le Bundesrath. C'est par accès seulement qu'il se hausse au niveau des chambres de nations où les institutions représentatives sont comprises de façon plus libérale. Sous le régime Bismarck, on assistait de la sorte à quatre ou cinq grandes séances par an. L'intérêt passionné qui s'attachait aux paroles du chancelier de fer dominait tout. Il parlait au Reichstag sans lui céder le peu de cas qu'il faisait de lui et s'adressait en réalité à la nation et même à l'Europe. Ensuite, les deux principaux orateurs de l'opposition, MM. Windthorst et Richter, lui taillaient quelques éruptions et le mettaient de fort méchante humeur. On avait pu croire ce genre de spectacle disparu avec les deux acteurs principaux. Le débat de trois journées qui vient de se greffer sur le budget de 1892 montre qu'il n'en est rien.

Vos lecteurs connaissent par le menu le discours du comte Caprivi, et je leur ai, dans une précédente lettre, raconté la séance de samedi. Celle d'hier, lundi, n'a pas présenté un moindre intérêt. Les trois partis qui n'avaient pas encore fait entendre leur voix : le centre catholique, les Polonais et les progressistes, ont donné. M. de Huehne a parlé pour les catholiques ; M. de Koscielski, pour les Polonais ; M. Richter enfin, au nom de la gauche libérale.

L'impression qui se dégage inévitablement de tous les discours prononcés — je ne fais d'exception que pour les orateurs comme MM. Bebel ou Payer, qui n'ont rien à ménager — c'est celle de la gêne et du manque de franchise. La situation est singulière : les partis du cartell — conservateurs et nationaux-libéraux — constituaient l'indéfectible rempart du prince de Bismarck. Dans les conversations, dans la presse, un grand nombre de ceux qui s'y rattachaient font une guerre sourde au gouvernement actuel. « Ils en sont à empoisonner les fontaines » suivant l'expression d'un journal libéral. Mais en séance publique ils se terrent, ou se contentent de faire à l'ex-chancelier des oraisons funèbres élogieuses, tout en protestant de leur confiance pour son successeur. En réalité, ils n'osent pas autrement, parce que leur opposition atteindrait l'empereur qui règne, gouverne, administre en maître absolu du détail comme de l'ensemble.

Tandis que les partis gouvernementaux par excellence restent défilants et inquiets, les libéraux progressistes conviennent de fleurs le chancelier actuel, le félicitent sans cesse d'avoir rompu avec le régime bismarckien, et lui prodigent les témoignages de leur confiance. Cela est extrêmement désagréable au comte Caprivi, qui se juge compromis en telle compagnie. « L'alliance que m'offrent les libéraux m'est désagréable », disait-il à la fin de février dans le discours sur les primes de réengagement aux sous-officiers. C'est pour cela que je suis joyeux de voir une fois M. Richter contre moi. Les progressistes n'ignorent pas ces sentiments. Et précisément pour cela ils redoublent d'amabilités, car ils n'aiment pas M. de Caprivi pour lui-même, et s'ils se pendent aux basques de sa tunique, c'est surtout pour le compromettre aux yeux des conservateurs et pour élargir le fossé qui sépare le gouvernement actuel des ci-devant Kartellbrüder.

Il en résulte que M. de Caprivi n'a pas d'ennemis déclarés, en dehors des partis réputés subversifs, mais qu'il n'a pas non plus d'amis sûrs. Le centre catholique est peut-être la fraction qui l'appuie avec le plus d'entrain et le moins d'arrière-pensées. Mais, s'il a gardé les

traditions de Windthorst, ce parti y saura mettre le prix.

Le chancelier actuel représente la pensée personnelle de l'empereur, et ne représente que cela. C'est à la fois sa force et sa faiblesse.

Le discours de M. Richter a été l'événement capital de la séance d'hier. L'orateur progressiste souffre d'un excès de facilité. Sa parole est trop abondante. Il ne fait grâce d'aucun développement et se répète parfois. Mais il a l'esprit si délié, l'allusion à la fois si directe et si fine, un talent si rare pour débrider les équivoques et de dégonfler les enflures de style de ses contradicteurs, qu'on l'écoute toujours avec plaisir. Il a fait cette fois-ci passer un mauvais quart d'heure à M. de Fregge, député saxon qui, dans la séance de samedi, avait pris la parole au nom des conservateurs.

M. Arend, au Landtag, et M. de Fregge ici sont comme deux frères qui portent le même bonnet ; tous deux ont écrit sur ce bonnet le mot : « étalon d'argent ». Leurs opinions en économie politique sont si semblables qu'ils ont en commun publié une brochure sur le traité de commerce avec l'Autriche : Berlin, chez Apolant, 50 pfennig. (On rit.)

Cette brochure renferme les vifs discours que tous deux ont fait entendre au congrès de la réforme de l'impôt, contre le nouveau traité de commerce et contre le chancelier de l'empire. Comme M. de Fregge a été brave devant ce congrès ! Il y engageait tous les patriotes à élever en loyale et vaillante indépendance leur voix avertisseuse (hilarité à gauche), tous les propriétaires conservateurs à crier au gouvernement qu'il s'engageait dans une fausse voie et il terminait son discours, non pas par *Vident consules*, mais par ce cri, beaucoup plus beau, qu'il adressait au chancelier : *Moriturus te salutant*. (Bruyante hilarité.)

M. de Fregge en voulait alors si fort à M. de Caprivi qu'il désirait qu'il en coûtât personnellement au chancelier. Il proposait de supprimer aux ministres leurs traitements et de les payer en nature, afin qu'ils attachassent du prix aux produits du sol allemand (hilarité). Il disait : « J'applaudirais joyeusement si aujourd'hui encore une partie des fonctionnaires de l'Etat étaient rémunérés au moyen de produits du sol, oui, même le chancelier de l'empire (grande hilarité et marques d'adhésion sur les bancs des agrariens), alors ce puissant seigneur aurait en tout temps des entrailles pour les misères de l'agriculture. Considérons cela comme une plaisanterie agraire (très bien !), mais elle renferme une sérieuse pensée patriotique » (grande hilarité). Si M. de Fregge croit avoir mis en avant une sérieuse pensée patriotique il ne manquera pas de la reproduire, sous forme d'amendement, quand viendra la discussion du budget de la chancellerie (on rit).

Messieurs, quand, samedi soir, je lisais ces choses dans la *Kreuzzeitung*, je m'attendais à ce que M. de Fregge attaquerait vivement, aussi au Reichstag, M. de Caprivi. Grande a été ma surprise : il a été d'une politesse exquise, au point qu'en Saxe même on ne saurait être plus poli (grande hilarité). Il a déclaré qu'il ne parlerait pas du traité de commerce parce qu'un conservateur ne parle pas de choses qu'il ne connaît pas. Pourquoi donc M. de Fregge a-t-il, il y a deux mois déjà, publié une brochure sur le traité austro-allemand. Le connaissait-il alors mieux qu'on ne le connaît aujourd'hui ?

L'exemple de M. de Fregge était très bien choisi par M. Richter pour montrer combien différent est le langage d'un grand nombre de conservateurs hors du parlement et dans le parlement et pour mettre la droite dans ses petits souliers. L'orateur progressiste voyant ses collègues conservateurs en cette pitoyable posture, n'a point été pris de miséricorde. Au contraire : il s'est donné la joie de marcher sur leurs cors aux pieds, si vous voulez bien me passer cette figure horriblement familière. Il a traité brutalement la question qu'il ne faut aborder qu'avec les plus précautionneuses périphrases, la question Bismarck :

M. Buhl, a-t-il dit, pense que le pays est mécontent de la retraite du prince de Bismarck. Je n'ai pas trouvé trace de ce mécontentement en dehors des partis du cartell. Il est un produit secondaire de la dissolution de ces partis. Les admirateurs personnels du prince de Bismarck sont d'autant plus mécontents que l'attitude de l'ex-chancelier leur rend chaque jour plus difficile de lui rester fidèles. Les gouvernements sont mécontents de ne pas trouver dans la bouche du chancelier actuel les impératifs catégoriques de son prédécesseur. Il leur manque un mot d'ordre clair, un ordre de marche. Qu'ils prennent courage, ça viendra bien !

M. Buhl a su adroitement concilier son adhésion et son admiration pour le précédent chancelier avec sa confiance vis-à-vis du nouveau. Il se contente, vis-à-vis du premier, de la religion des souvenirs, comme les messieurs qui, au terme de chaque banquet politique, portent un toast à Bismarck et le télégraphient à Friedrichsruhe. Vous traitiez M. de Bismarck en disparu, quand vous étiez ici.

calme. On n'avait plus à compter avec l'humeur impérieuse, l'égoïsme démesuré du jeune homme, et l'inquiétude où la tenaient ses habitudes dissimulées, son caractère sournois, se trouvait un peu rejetée au loin par l'absence.

Comme il l'avait promis, il écrivait de temps à autre ; ses lettres étaient satisfaisantes ; elles ne parlaient, il est vrai, que de lui, mais c'était justement ce qui intéressait sa mère et sa sœur. Il semblait assez content de son sort, de son patron, de ses élèves, et manifestait toujours une confiance démesurée en son avenir. Cette confiance finissait par gagner madame Dany et sa fille.

Un jour que Lise, assise devant la table de la salle basse, s'occupait à plier du linge, rapporté le matin même de la lessive, madame Dany, avec de grandes révérences empressées, introduisit cérémonieusement M. d'Esparvis, qui s'était présenté chez elle au moment où elle se disposait à sortir. Lise, rouge comme une fraise, se leva, et repoussa vivement la table lourdement chargée. Les jeunes filles n'aiment guère à être surprises dans l'exercice des travaux de ménage : elles se figurent d'ordinaire que ces humbles occupations portent atteinte à leur prestige. Lise, encore très enfant, se trouva un instant humiliée, comme rabaisée aux yeux de Bertrand ; pourtant, son bon esprit, son courageux jeune cœur réagissait bientôt contre cette fausse honte, et ce fut avec beaucoup de simplicité et de bonne grâce qu'elle s'excusa de sa tenue de ménagère et détacha les cordons du tablier destiné à protéger sa robe de laine noire contre les duvets du linge. Bertrand sourit.

Je suis habitué à toutes ces petites pratiques ; dans une maison comme celle de mon père, avec un bataillon de filles de tout âge, il faut s'attendre à ne trouver toujours une en tenue de combat. Mes sœurs s'entendent d'ordinaire pour être de semaine à tour de rôle, comme au régiment.

— Et moi qui suis ici tout le régiment, je suis de semaine toute l'année.

Et plus loin, parlant du discours de M. de Caprivi :

Vous faisiez front contre Friedrichsruhe. Il a paru ces jours derniers un livre d'un admirateur de l'ex-chancelier intitulé *Le prince de Bismarck dans la retraite*. C'est une collection de tous les reproches que celui-ci a formulés contre la politique intérieure et extérieure de son successeur. Je ne sais pas si le chancelier de l'empire connaît ce livre. Si non, c'est par hasard que dans son discours de vendredi il a effleuré l'une après l'autre toutes les fleurs du bouquet de griefs qu'il renferme...

Ainsi directement mis au pied du mur, le général Caprivi a cru devoir prendre de nouveau la parole. Ce militaire connaît toutes les nuances du langage et sait mieux que personne avoir l'air de dire une chose qu'il ne dit pas.

Le préopinant, — c'est ainsi qu'il s'est exprimé, — a cherché à prouver que je me suis battu sur deux fronts à la fois et ai attaqué mon prédécesseur. L'écrivain auquel il a fait allusion n'est pas tombé sous mes yeux. J'évite tout ce qui pourrait troubler en moi le sentiment de reconnaissance envers le grand homme qui a participé à la création de l'Allemagne unie.

Le télégraphe a résumé cette phrase en disant que le chancelier a protesté que son discours ne visait point son prédécesseur. Lisez-la avec soin, vous verrez qu'elle ne dit pas cela ; elle est suggestive et grosse de reproches voilés.

Mais je m'aperçois que du débat sur le budget, je ne vous ai montré seulement que les épiques dont il a été assaisonné. L'espace me manque pour entrer dans le fond du sujet. Il suffira du reste de dire que tous les orateurs ont réclamé une grande circonspection dans les nouvelles dépenses militaires et que tous, ou à peu près, ont interprété la phrase du chancelier sur les augmentations d'effectifs rendus possibles par l'accroissement de la population en ce sens que la réduction à deux ans du service dans l'armée active en serait la conséquence obligée. Le général de Caprivi a refusé d'interpréter sa pensée et n'a dit ni oui ni non. Tout le monde a été d'accord pour dire que la situation économique est grave ; mais sur les causes du malaise, *tot capita, tot censuræ*. Pour les uns, l'Allemagne est minée par un excès de protectionnisme agricole, pour les autres elle souffre d'une trop grande liberté des échanges. Les conservateurs dénoncent la Bourse et les juifs ; les progressistes, le militarisme et les droits sur les céréales. Le débat peut se poursuivre longtemps de la sorte sans aboutir.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le tribunal correctionnel de la Seine a condamné hier le *Figaro* à 500 fr. d'amende pour avoir ouvert une souscription destinée à payer l'amende infligée à l'archevêque d'Aix.

Il semble que la situation parlementaire s'embrouille en Italie. L'émotion causée par le discours du comte Kaloky sur l'indépendance du St-Siège, l'accueil plus que froid fait au programme financier de M. Luzzati en sont les principales causes. Le ministère va s'efforcer d'obtenir un vote de confiance sur sa politique ecclésiastique en faisant au besoin, dans ce but, des déclarations très anti-cléricales. Il voudrait n'aborder les questions budgétaires qu'une fois consolidé par ce premier vote.

— Dans sa séance d'hier, la Chambre italienne a voté, par mesure d'économie, la suppression du cheval des chefs de compagnie d'infanterie.

— Les affaires de Livraghi se gâtent. Les témoignages sont terminés. La part que l'accusé a prise au meurtre du malheureux Gétéon, éclate à tous les yeux. Le ministère public requiert contre Livraghi la peine de la prison cellulaire, et la mort contre Abdel Rahman son co-accusé arabe.

— Hier, un très vil incident s'est produit au Reichstag allemand. Au cours de la discussion le député socialiste Heine a dit : « Nous ne voulons pas de votre drapeau noir-blanc-rouge. Nous voulons aller de l'avant sous les plis du drapeau rouge. » Le président l'a rappelé à l'ordre au milieu des applaudissements de l'assemblée.

— Les populations polonaises de la Prusse orientale organisent une série de meetings pour réclamer l'extension de l'enseignement de la langue polonaise dans les écoles de cette province. Le premier meeting se tiendra le 6 décembre, à Lessen, district de Graudenz.

La décision de considérer 1892, centième anniversaire du dernier partage de la Pologne, comme un centenaire néfaste rencontre l'approbation générale. Toutes les classes de la société dans la Pologne prussienne, russe, autrichienne porteront exclusivement des vêtements noirs.

La conversation s'engagea sur un ton de familiarité simple, si encourageant, que Lise craignit un instant de voir sa mère entamer l'interminable chapitre de ses lamentations et la confiance même de ses soucis les plus matériels. Pour prévenir ce désagrément, elle s'ingénia à varier les sujets de conversation et déploya une animation qui lui donnait une grâce de plus. Bertrand, charmé, prolongea la visite, et un coup de marteau à la porte extérieure ayant enlevé soudain madame Dany de sa chaise, car c'était un tic chez elle de courir toujours au-devant de l'événement, le jeune capitaine profita de sa courte absence pour demander à Lise s'il n'y avait plus aucun espoir de la rencontrer jamais chez les Werner.

— J'y vais quelquefois... toujours en vain... disait-il avec chagrin.

— Nous étions si tristes ici ! Je n'aimais pas à laisser ma mère seule, même pour une heure.

— Et la musique ?... le piano ?...

— Abandonnés, comme le reste... Mais ma mère exige que je reprenne mes études...

— Comme elle a raison, madame votre mère !...

A-t-on l'idée d'une jeune personne qui ne joue pas du piano ? Ce serait contre nature... Ainsi, vous devez reprendre vos habitudes ? C'est toujours entre cinq et six heures, n'est-ce pas, que vous allez chez madame Werner ?

Sans défiance, elle répondit :

— Oui, généralement vers cinq heures.

Madame Dany rentrait, une lettre à la main.

— C'est d'Arthur !

Bertrand se leva et prit congé.

A partir de ce jour, Lise rencontra souvent M. d'Esparvis chez madame Werner ; il prit l'habitude aussi de lui faire presque chaque semaine une visite chez sa mère, à la grande satisfaction de madame Dany, flattée dans sa vanité et distraite dans son ennui ; si modeste que fut Lise, elle ne pouvait se dissimuler le goût vif de Bertrand pour elle et tout ignorant qu'elle était des usages du monde, son ins-

Les adversaires du chancelier Caprivi, qui l'accusaient d'avoir déjà fait trop de concessions aux Polonais, vont trouver dans ces faits de nouveaux aliments à leur polémique.

— Le roi et la reine de Wurtemberg feront, dit-on, dans le courant de janvier, une visite à la cour de Berlin, où Charles I^{er} n'avait jamais paru depuis 1870.

— Le prince de Bismarck et le comte Herbert sont arrivés le 30 novembre à Ratzebourg (Lauenbourg). La population de cette ville leur a fait une réception grandiose. Le prince a déclaré aux membres de la municipalité qu'il tient à prouver, par sa visite, qu'il n'est plus Berlinoïse, mais Lauenbourgeois de cœur.

— M. Balfour, l'ancien vice-roi d'Irlande, qui vient d'être nommé premier lord de la Trésorerie, dans un important discours prononcé mardi après midi, réclame avec la plus grande netteté pour l'Irlande l'institution de conseils généraux, c'est-à-dire un gouvernement local.

Les organes de la majorité ministérielle ne font pas à cette évolution un encourageant accueil. Le *Standard* croit qu'une grande partie des unionistes et des Irlandais royalistes ne se déclareront pas en faveur du projet sur le « local government » pour l'Irlande. Le journal conservateur déplore l'introduction de cette mesure, qu'il trouve inopportune, à cause de l'expiration prochaine des pouvoirs du Parlement et de l'opposition qu'y feront sûrement les gladstoniens.

— Le *Daily Chronicle* dit que lord Dufferin est peu disposé à accepter l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris. La candidature de sir Francis-C. Ford, actuellement à Madrid, aurait des chances de succès.

— La crise ministérielle roumaine se confirme.

— Les dépêches parlent également d'une crise ministérielle en Grèce. Nous ne sommes pas encore au clair sur les causes de cet événement.

— La dette publique des Etats-Unis a diminué pendant le mois dernier de 570,139 dollars. L'encaisse du Trésor est de 748,356,750 dollars, ou, en chiffres ronds, 3 milliards 741 millions de francs !

Les événements de Chine.

Bruxelles, 2 décembre.

Le père van Aertsclaer, supérieur des missions chinoises de Schent, a fourni quelques renseignements sur les missions belges dans le Céleste-Empire. Il considère la situation comme très grave ; il ne se fait aucune illusion sur la réalité d'un massacre. La famine dévaste en ce moment le centre et le sud-ouest de la Chine, les semailles n'ont pas germé à cause de la sécheresse, et la récolte a tout à fait manqué. Il suppose que les désordres ont commencé dans l'est et il attribue l'agitation actuelle à des sociétés secrètes. Actuellement, la Chine est gouvernée par une dynastie mongole, ce qui est la cause de l'opposition des Chinois. Les sociétés secrètes profitent de cette situation et excitent la population contre les chrétiens et le gouvernement ; des placards séditieux préchent ouvertement la révolte ; des bandes de pillards ne se trouvent pas à plus de cinquante lieues de Pékin, qui n'est pas à l'abri d'un coup de main. Les rebelles parcourent des quinze lieues par jour, et si les massacres annoncés se confirment, ce sera un désastre épouvantable, car il y a dans la Mongolie environ six mille cathédrales. Le père van Aertsclaer n'a pas encore reçu de réponse aux dépêches qu'il a envoyées, ce qui le plonge dans une profonde inquiétude.

Londres, 2 décembre.

Le *Daily Telegraph* dit que les missions protestantes anglaises n'ont aucun représentant ni aucune agence dans les centres où ont lieu des désordres en Chine et que les missions catholiques de Chine ne sont pas administrées de Londres, mais que la propagande y est faite par des prêtres français et belges.

INFORMATIONS DIVERSES

— Une dépêche de Roubaix annonce qu'hier un terrible incendie a éclaté dans l'établissement Wibaux-Florin, comprenant une filature de coton, une teinturerie avec apprêt, tissage, retorderie, moulage et préparation. Les magasins de vente sont entièrement détruits, le feu menace la teinturerie et la filature. Les bureaux de la caisse de liquidation du marché à terme ont été brûlés. Les pompiers de toutes les communes voisines sont accourus et, après trois heures de laborieux efforts, se sont rendus maîtres du feu. La filature a pu être préservée. Un millier d'ouvriers vont se trouver sans travail. Les dégâts dépassent un million.

— Le *New-York-Herald* annonce, pour aujourd'hui ou demain, une violente tempête sur la Manche.

— A Londres, on ne s'occupe que du procès intenté par Lady Russell, femme de 21 ans, à son mari le comte Russell, petit-fils de lord John Russell, ancien premier ministre whig, afin d'obtenir un jugement de séparation de corps et de biens. Elle accuse son mari de divers actes de brutalité à son égard. Le comte et la comtesse Russell, mariés au mois de février 1890, n'ont vécu ensemble que six mois.

tinait l'avertissait que l'empressement marqué d'un homme comme lui pouvait avoir des inconvénients, elle compromettait ; elle n'attachait, il est vrai, à ce mot qu'un sens tout extérieur, l'appréhension d'occuper l'attention du public, de se sentir observée, commentée. Cette crainte offensait en elle cette prudence et pudique fierté qui tient lieu d'expérience aux courants innocents.

Il y avait aussi dans l'apparition de Bertrand chez madame Werner aux heures où elle s'y trouvait elle-même quelque chose de concret, de romanesque qui inquiétait sa conscience ; c'était presque un rendez-vous. Ne lui avait-elle pas elle-même fixé l'heure ? Sans intention, à la vérité, sans prévoir le profit qu'il tirerait de ce renseignement ; mais, qu'elle l'eût ou non prémédité, elle n'en était pas moins un peu sa complice, et elle se demandait avec inquiétude si l'honnêteté et la droiture ne l'obligeaient pas à avertir sa mère. Elle n'aurait pas conçu ce scrupule peut-être, si elle ne s'était aperçue que tout l'intérêt de ses journées, maintenant, tenait dans le moment unique où Bertrand apparaissait. Cet épanouissement de joie à son approche, ce battement de cœur qui annonçait sa venue, ce trouble délicieux, inavoué, qu'elle éprouvait en elle ainsi qu'un trésor, était-ce permis ? N'y avait-il rien de répréhensible ? Cela vint au point, qu'après bien des reculs, des hésitations, elle résolut d'interroger sa mère.

— M. d'Esparvis vient très souvent, n'est-ce pas, mère ?

Mme Dany leva la tête et regarda sa fille pardessus ses lunettes.

— Est-ce qu'il te gêne ?... Je croyais que ses visites te faisaient plaisir ; on ne sait jamais ce que tu penses.

— Ses visites me font plaisir... beaucoup même, oui, beaucoup... Seulement, je ne savais pas si tu approuvais qu'il viint si souvent.

— Est-ce que je me suis plantée ? Veux-tu me faire entendre que j'ai l'air maussade et que je ne le reçois pas comme il convient ?

CONFÉDÉRATION SUISSE

Conseil des Etats. — Le Grand Conseil de Genève a procédé hier à l'élection des deux députés au Conseil des Etats.

Voici le résultat du scrutin : Bulletins distribués 86 ; retrouvés 86 ; annulés 2 : valables 84 ; majorité absolue 44.

MM. F. Raisin et Ed. Odier sont élus, le premier par 51 voix, le second par 50.

M. Vautier en obtient 34, M. Binder 32. Voix égrées 5.

Les deux élus ont prêté immédiatement le serment de leurs fonctions.

Nous avons dit que G. Pictet, député sortant, avait décliné une réélection. Certes, la députation de Genève à Berne perd en lui un membre aussi dévoué qu'expérimenté dans les affaires fédérales. Mais le Grand Conseil, pour remplacer M. Pictet, ne pouvait choisir mieux qu'il ne l'a fait : M. Odier est un juriste de mérite et un citoyen depuis longtemps rompu à la vie publique ; c'est, de plus, un esprit libéral et un parlementaire qui a sa place marquée au Conseil des Etats. On peut être certain qu'il y représentera dignement Genève.

Liberté religieuse. — M. P. Isler, à Wohlen (Argovie), condamné, sur une plainte de l'autorité ecclésiastique, à une amende de 24 fr. et aux frais (1 fr. 40), pour trente-trois leçons de religion manquées sans excuse par son fils, a recouru au Conseil fédéral. Celui-ci a écarté le recours comme non fondé, estimant que c'est sans raison que le recourant en appelle à la liberté de conscience et de croyance. En effet, il n'a jamais déclaré que son fils ne fut pas partie de la corporation religieuse dont il s'agit, non plus qu'il voulait en sortir ou que, tout en appartenant à cette corporation, il voulait retirer son enfant de l'enseignement religieux que l'on y donne. Il s'agit donc purement et simplement d'infractions aux règlements scolaires.

Militaire. — Sur la demande de l'administration militaire fédérale, la compagnie du Central a étudié le plan de construction d'un quai d'embarquement et de débarquement à la station du Wylerfeld, à l'usage des établissements militaires du Bendelfeld. Les frais sont évalués à 30,000 francs, plus la construction d'une voie reliant la ligne du Central au Bendelfeld. La compagnie s'est offerte à en payer la moitié. La dépense incombant à la Confédération serait de 20,000 francs.

Littérature immorale. — L'Association suisse contre la littérature immorale fera donner ces jours prochains, par M. le pasteur Naef, une série de conférences sur le danger que cette littérature fait courir à la jeunesse, à la famille et à l'Etat. Elles auront lieu le 4 décembre à Neuchâtel, le 6 à la Chaux-de-Fonds, le 7 à St-Imier, le 8 à Sonvilier, le 9 à Courtelary, et le 10 à Bienne.

Histoire d'un bulletin de vote.

Porrentruy, 2 décembre.

L'histoire du bulletin « Cuénat est un cochon » n'est pas finie ; M. Cuénat tient à la faire durer.

Le nouveau préfet, à peine installé, actionne en

dommages-intérêts le rédacteur du *Pays*, M. Daucourt, avocat, et deux autres citoyens, MM. Hublard et César, pour injures par la presse.

Le chiffre de l'indemnité réclamée n'est pas articulé ; l'exploit s'exprime sur ce point comme suit : « des dommages-intérêts à régler conformément à la loi et dont le chiffre dépassera la compétence du tribunal de district en dernier ressort. » La compétence du tribunal est de 400 francs. M. Cuénat va donc demander un chiffre supérieur, de telle sorte que si le jugement de première instance ne lui plaît pas, il en puisse appeler à Berne. Après le Grand Conseil, ce sera donc la cour d'appel qui aura à s'occuper du fameux bulletin « Cuénat est un cochon », et de ses conséquences.

« Les malins, dit le *Pays*, prétendent que si M. Cuénat se paye la fantaisie folichonne de ce procès cocasse, c'est pour se remettre à l'aise et assurer sa contenance dans quelques jours quand il fera son entrée au Conseil national. L'histoire du « cochon » a fait rire la Suisse d'un bout à l'autre, et comme les Chambres fédérales se réunissent lundi, M. le conseiller national-préfet de Porrentruy appréhende un peu les sourires narquois de ses amis. Il pense qu'arrivant à Berne avec le dossier d'un procès sous le bras, cela changera les idées peut-être et lui redonnera un peu de ton. »

M. Welter à Bale.

Bâle, 2 décembre.

Environ 2000 personnes assistaient à l'assemblée de la Burgvogtei devant laquelle M. Welter, conseiller fédéral, a défendu le projet d'achat du Central. Elle a fait au chef du département fédéral des chemins de fer les plus chaleureux accueil.

M. Brenner conseiller national, a ouvert la séance par un salut de bienvenue à M. Welter et par un court exposé de la question, puis M. Welter a pris la parole.

M. Welter a traité en première ligne la question des tarifs. Quand le commerce paye 1 de droit de douane, il paye 1 1/2 de frais de transport. Mais les droits de douane sont fixés par les pouvoirs publics, tandis que les tarifs de transport leur échappent (sous cette ré-

— Certes, non, chère maman.

— Dame ! je ne sais pas, moi !... Tu es si singulière... C'est un excellent jeune homme, très poli...

— Un peu plus que poli, même, je crois...

— Tu ne vas pas te figurer qu'il est amoureux de toi, par hasard ?

— Quelle idée !... Je ne suis pas folle ! s'écria Lise, humiliée et froissée par cette brusque attaque dans les profondeurs les plus voilées de son âme... Je craignais seulement que cela ne fût pas convenable...

— Convenable ?... Est-ce que tout ne se passe pas d'une façon irréprochable ?... Je suis là, je le reçois ; il est très bien élevé, très respectueux. Y a-t-il quelque chose à reprendre dans ses paroles ou son attitude ?... Je m'étonne que tu l'imagines m'apprendre les convenances...

— Oh ! je n'ai pas cette idée-là, bien sûr, et je suis très heureuse que tu sois contente, s'écria Lise, joyeuse d'avoir à si bon compte imposé silence aux taquines représentations de sa conscience.

— Oui, certainement, je suis contente... Cependant, dit madame Dany, dont l'esprit nonchalant et étroit se mettait en branle peu à peu, et voyait apparaître confusément des objections, des doutes, il ne faudrait pas te monter la tête, toi !... Tu sais, un officier, c'est un oiseau de passage ; ça arrive un beau matin, ça chante ses plus jolis airs, et ça décampe un beau soir... En voilà pour la vie ; on ne se voit plus.

— Oui ! je sais, murmura Lise.

— Et puis, un monsieur comme celui-là... un baron, je crois, il ne se mariera que dans l'aristocratie, et il lui faudra des mille et des cent, pour soutenir son rang... Ainsi ne va pas te figurer...

Lise, prête à pleurer, s'écria : — Je ne me figure rien... suis tranquille, je sais trop ce qu'il est, et ce que nous sommes.

(A suivre.)

